

L'École d'administration wallonne face à ses risques

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

En prélude à leur ajustement budgétaire jeudi, les ministres wallons ont examiné le plan stratégique de l'École d'administration publique wallonne.

Méconnue du grand public, cette école, qui a ouvert ses portes en 2013, est l'outil mis en place sous la précédente législature pour objectiver les nominations au sein de la fonction publique en formant les candidats aux fonctions de top managers des administrations et organismes d'intérêt public (OIP) wallons et francophones. Son autre mission consiste à dispenser des formations continues aux agents de l'administration de la Région wallonne et de la Communauté française. «*Cette école doit nous aider à créer une véritable culture d'entreprise publique*», souligne le cabinet du ministre de la Fonction publique Christophe Lacroix (PS). Voilà pour les présentations...

L'année dernière, elle a par exemple dispensé 90 formations à 3,984 agents. «*L'accent va être mis sur le réseau de formation interne. L'école doit jouer un rôle d'interface entre les agents formateurs et les agents formés en apportant des techniques d'apprentissage comme l'e-learning*», insiste le cabinet Lacroix.

Impossible cependant de ne pas aborder les débuts chahutés de la jeune institution! Lancée sous la précédente législature, elle se retrouve déjà amputée de deux de ses trois missions. Prenons le certificat de management public, un diplôme pour les personnes souhaitant poser leur candidature à un poste à mandat. Pour des raisons budgétaires,

l'exécutif wallon a décidé de le suspendre en août 2014. Il pourrait néanmoins revenir en 2018.

L'autre bémol concerne la mission relative à la formation des agents des pouvoirs locaux. «*Face à l'absence de positionnement du politique sur la stratégie de formation du management des pouvoirs locaux*», la formation n'a toujours pas pu être dispensée, constate la direction qui y voit un «*risque*». Une situation qui, face aux scandales qui touchent l'administration, surprend Ecolo.

Cette parenthèse fermée, l'école appelle surtout le gouvernement à

«Cette école doit nous aider à créer une culture d'entreprise publique.»

CABINET LACROIX

corriger des carences comme l'absence de processus d'homologation des formations. «*Les agents viennent en formation mais n'ont pas toujours, en retour, de reconnaissance pour évoluer dans l'administration.*» La déci-

sion prise par le gouvernement wallon de ne plus remplacer 1 départ sur 5 dans l'administration crée par ricochet un «*risque d'indisponibilité des formateurs internes et d'augmentation de l'absentéisme dans les formations dû à la diminution des effectifs dans les administrations*». Conscient du risque, le gouvernement estime que cette situation doit forcer l'administration à se réinventer et à faire mieux avec moins de personnel.